

**77^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLEE
GENERALE
DES NATIONS UNIES**

DEBAT GENERAL

Allocution
du Chef de l'Etat
(Lue par Son représentant)

New York, Septembre 2022

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs, les Chefs de délégation,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord, au nom du Président de la République du Cameroun, S.E. Paul BIYA, qui m'a fait l'insigne honneur de le représenter à ces importantes assises, de vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que tous les autres membres de votre Bureau, pour votre brillante élection à la présidence de cette 77^{ème} Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Je saisis cette occasion pour vous assurer du soutien de la délégation camerounaise en vue de l'atteinte des objectifs que vous vous êtes fixés.

Je voudrais aussi saluer votre prédécesseur, le Ministre ABDULLA SHAHID des Maldives, pour la disponibilité et l'efficacité avec lesquelles il a assuré son mandat tout au long de la 76^{ème} Session.

Enfin, permettez-moi de redire toute notre appréciation à notre Secrétaire Général, Monsieur Antonio GUTERRES qui, malgré les défis et les temps difficiles de l'heure, a su garder le cap, en s'impliquant avec courage, détermination et dévouement à la défense des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies.

Monsieur le Président,

Vous avez proposé que le présent Débat Général soit articulé autour du thème intitulé « **Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués** ».

Ce thème vient à point nommé, dans un contexte particulièrement difficile où la pandémie à Covid-19, depuis bientôt trois ans, continue d'affecter le cours et la gestion des affaires du monde, dont la complexité

aux niveaux global, régional, sous-régional et national n'est plus à démontrer.

Au plan politique, les rivalités de puissance, d'intérêt et d'hégémonie se développent partout dans le monde. Comme corollaire, la course aux armements s'intensifie et continue de s'affiner, surtout sur les mers et les océans, dans l'espace, y compris l'espace extra-atmosphérique.

De nombreux foyers de tensions dans diverses régions du monde sont les principaux théâtres d'opérations où s'exercent ces chocs, dont les ondes et les effets collatéraux amplifient les menaces et les souffrances qui pèsent déjà lourdement sur les peuples et les nations, en termes de pertes en vies humaines, pertes matérielles, migrations, détérioration de l'environnement, dérèglements des systèmes financiers, crises alimentaire et énergétique, pour n'en citer que quelques-unes.

C'est le cas dans le conflit en cours en Europe de l'Est auquel nous assistons depuis plus de six mois. En effet, le Gouvernement camerounais suit avec la plus grande attention la situation où s'affrontent l'Ukraine et la Russie. Comme vous le savez, le règlement pacifique des différends entre les Etats a toujours été l'un des principes fondamentaux de la politique étrangère de mon pays. A cet égard, le Cameroun a, dès le début de cette crise, réitéré sa position en appelant les deux parties à l'ouverture des négociations dans l'optique de parvenir à une solution concertée, afin que triomphent les idéaux de paix, de sécurité et de développement durable, qui fondent notre Organisation.

Sur le continent africain, ces foyers de tension perdurent. Dans les efforts pour y trouver des solutions, l'on constate hélas que certains de nos partenaires viennent très souvent avec des recettes préconçues pour tout et pour tous.

Face à ces tendances qui se poursuivent année après année, il est important que la voix de l'Afrique soit écoutée et soutenue, surtout lorsqu'elle est portée par l'Union Africaine.

Aux plans économique, social et culturel, l'embellie que l'on a observée avant la période de la pandémie à Covid-19 laisse progressivement place au ralentissement et même au déclin des progrès et de l'espoir nés des mesures courageuses prises au niveau multilatéral et national depuis le début des années 2000.

Au plan juridique, les engagements internationaux ne sont plus tenus ou le sont au compte-gouttes, du fait des égoïsmes, de l'insuffisance de volonté politique, voire de la crise observée dans le multilatéralisme.

Dans un tel contexte, il n'est pas exagéré d'affirmer que « le sort de l'Homme et le destin de l'Humanité sont en jeu ».

Monsieur le Président,

Le tout premier défi de l'heure qui revêt un caractère global et urgent est la crise climatique. Il n'échappe à personne que le climat change ; le cycle des saisons est dérégulé ; les incendies se multiplient ainsi que les inondations et les ouragans sans précédent dans diverses régions du monde. Les températures atteignent des seuils préoccupants ; les étendues d'eau, à l'instar du Lac Tchad, source de vie et de prospérité des populations riveraines, se réduisent à leur portion congrue.

C'est le lieu d'appeler au respect des engagements pris dans le cadre des différentes conférences internationales dédiées aux changements climatiques. Ainsi, est-il plus qu'urgent que des actions soient menées pour finaliser les règles d'application de l'Accord de Paris, notamment pour ce qui est de mobiliser les ressources financières en faveur des pays en développement et de rehausser l'ambition climatique mondiale.

La COP27, prévue en Egypte à la fin de cette année, revêt à cet égard une importance cruciale. Elle doit apporter des réponses urgentes et décisives pour la survie de la planète et mieux adresser cette préoccupation avec les technologies novatrices.

La lutte contre les changements climatiques est un combat de tous, un combat pour tous et un combat de tous les jours. C'est une véritable responsabilité universelle. Conscient de cet enjeu majeur et de ses responsabilités, le Cameroun a pris l'engagement de réduire ses émissions de Gaz à effet de serre, et a mis sur pied un cadre juridique et institutionnel approprié pour y parvenir.

Grâce au Massif forestier du Bassin du Congo, l'un des poumons écologiques du globe, les pays de l'Afrique Centrale, réunis au sein de la COMIFAC, apportent une contribution majeure à la recherche de solutions aux changements climatiques dans le monde. Ils demandent en contrepartie que des ressources financières et technologiques suffisantes, régulièrement promises par les pays développés, leurs soient octroyées pour leur permettre de garder, d'entretenir et de régénérer cet important Bassin écologique. Il en est de même des financements nécessaires à la mise en œuvre des projets conçus dans le cadre de l'Initiative « Sahel Vert » ou de la restauration du Bassin du Lac Tchad.

Par ailleurs, à l'occasion de la révision de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN), le Cameroun a confirmé son attachement à cet élan international en faisant passer ses engagements de réduction des Gaz à effet de serre de 32% à 35%, soit 12% inconditionnels et 23% conditionnés au soutien des efforts de la communauté internationale, pour faire face aux dérèglements climatiques.

Pour le Cameroun, la lutte contre le changement climatique est perçue comme une opportunité de développement et non un défi insurmontable. Chaque pays détient l'un des chiffres du code d'accès à

cette nouvelle ère où la planète aspire à respirer un nouvel air propre, sans carbone, mais riche en oxygène. Les jeunes générations nous interpellent et nous appellent à plus d'actions et non à des vœux pieux.

Monsieur le Président,

Comme autres menaces prioritaires, la question migratoire se pose avec acuité. Malgré les efforts déployés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, et malgré les efforts également consentis par les pays d'accueil et les partenaires au développement, des millions de personnes continuent de fuir leurs maisons, leurs patries pour vivre dans des conditions déplorables, inhumaines, en raison des conflits, des cataclysmes et des calamités multiples.

Face à l'ampleur de cette tragédie humaine qui interpelle notre conscience collective, nous avons une responsabilité historique : celle d'agir. Et mon pays n'entend pas s'y dérober.

Fidèle à sa tradition séculaire de tolérance et d'hospitalité, le Cameroun a toujours été une terre d'accueil, de transit et de brassage de peuples. En raison de sa stabilité, il représente pour de nombreuses populations en quête de paix, un refuge assuré.

Comme vous le savez, le Cameroun accueille actuellement plus d'un demi-million de réfugiés et de demandeurs d'asile, ce qui le classe au 19^{ème} rang des pays d'accueil de réfugiés dans le monde.

Outre les conventions tripartites signées avec le HCR et les pays concernés pour favoriser le retour et la réinstallation des réfugiés dans leurs pays d'origine, mon pays a abrité en avril dernier, la Conférence ministérielle régionale sur les solutions dans le cadre des déplacements forcés liés à la crise centrafricaine. Cette conférence a été sanctionnée par la Déclaration de Yaoundé qui propose des solutions communes et inclusives en faveur des déplacés forcés centrafricains.

Mon pays prend une part active à toutes ces initiatives, conformément au Pacte mondial sur les réfugiés.

Sur un tout autre plan, il convient également de déplorer la persistance du terrorisme et de l'extrémisme violent, dont les effets continuent de peser sur l'ordre mondial. De nombreuses régions souffrent de la recrudescence d'opérations subversives exécutées principalement par des organisations terroristes, telles que Boko Haram, qui sévit dans le Bassin du Lac Tchad. La partie septentrionale du Cameroun en est durement affectée. Face au péril et à la progression exponentielle du terrorisme dans diverses régions du globe, mon pays renouvelle l'appel en vue du renforcement de la mutualisation des stratégies de lutte. Cette mutualisation vise à combattre réellement cette menace sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, à renforcer les capacités des Etats souverains qui en sont victimes, à traquer pour les neutraliser les possibilités de financement, à amender et à actionner les accords internationaux et régionaux de répression sans complaisance du terrorisme en mutation constante.

La communauté internationale doit continuer de jouer sa partition dans le strict respect de la souveraineté des Etats pour reconstruire et renforcer la stabilité ébranlée sur l'ensemble de ces espaces. Nous remercions nos partenaires bilatéraux et multilatéraux qui apportent une assistance à la Force Multinationale Mixte mise sur pied par les pays du Bassin du Lac Tchad pour combattre et éradiquer Boko Haram. Cette assistance mériterait d'être accrue, compte tenu non seulement du foisonnement des groupes terroristes régionaux affiliés à l'Etat Islamique, mais également des moyens de plus en plus sophistiqués de ces groupuscules, dont les effectifs ne cessent de se renforcer, du fait de l'enrôlement des ex-combattants venus des anciens foyers terroristes plus ou moins maîtrisés.

Monsieur le Président,

Il est impératif que la Communauté internationale continue de s'investir dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030, renforcé par « Notre Programme Commun » formulé par le Secrétaire Général, doit être activement soutenu et pleinement mis en œuvre. Ce qui manque le plus en ce moment pour l'exécution de ce Programme, ce sont les moyens financiers et technologiques, ainsi que la synergie entre les partenaires qui interviennent dans son exécution.

Le Cameroun est très engagé dans cette voie comme le démontre la récente présentation de son programme national volontaire au Forum Politique de Haut Niveau du Conseil Economique et Social des Nations Unies.

Monsieur le Président,

En raison de son attachement à la paix, à son intégrité territoriale et à sa politique d'intégration nationale, le Gouvernement de mon pays continue à faire preuve d'ouverture et de dialogue pour mettre fin à la crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. C'est ainsi qu'après la tenue du Grand Dialogue National en 2019, nous avons poursuivi le processus d'accélération et d'approfondissement de la décentralisation. Les Centres de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion créés dans ces régions et dans celle de l'Extrême-Nord, accueillent et forment à divers métiers un grand nombre de mes jeunes compatriotes qui ont déposé les armes et renoncé à la violence. L'Etat exerce ses prérogatives régaliennes sur l'ensemble du territoire national. Le défi actuel du Gouvernement c'est la poursuite de la mise en œuvre de la reconstruction des régions affectées, à travers le Plan d'urgence humanitaire et le Plan de Développement élaboré en concertation avec le

PNUD, pour la restauration socio-économique des régions susmentionnées.

A ce stade, il me plaît de saluer sincèrement l'action dynamique et la contribution du PNUD à ce sujet et saisis cette occasion pour remercier ceux de nos partenaires bilatéraux et multilatéraux qui contribuent à ces différents mécanismes, véritables outils dans la construction de la paix. Je lance également un vibrant appel à la communauté internationale en vue d'une mobilisation plus active en faveur de ces plans, afin de permettre à mon pays de continuer à demeurer ce havre de paix qu'il a toujours été.

D'une manière générale, la régionalisation dans mon pays est en marche et elle contribue à renforcer la participation des Camerounais à la gestion des affaires de leur pays. Ces avancées démontrent que le Cameroun est engagé, de manière irréversible et résolue, sur le chemin du parachèvement méthodique du projet démocratique qu'il s'est donné, et qui répond aux souhaits légitimes du peuple camerounais ainsi qu'à son projet d'émergence économique à l'horizon 2035.

En cela, le Cameroun promeut, en toutes circonstances, grâce à des structures créées à cet effet, un dialogue constructif et régulier entre les différentes composantes sociologiques de sa population, ainsi que les membres de sa diaspora, en vue de leur mobilisation pour l'immense et exaltant chantier de construction nationale.

Monsieur le Président,

Le Cameroun est fermement attaché et favorable à un ordre international réformé et revigoré, un multilatéralisme authentique, basé sur les idéaux, les buts et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies par les pères fondateurs de notre Organisation. C'est pourquoi nous soutenons l'ensemble des réformes actuellement en cours au sein des Nations Unies et qui visent la mise sur pied d'un Conseil de Sécurité plus représentatif, plus équitable et plus efficace.

Dans cette perspective et dans le cadre de la démocratisation des institutions des Nations Unies, le Cameroun réitère son adhésion au Consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrthe unanimement adoptés par les Chefs d'Etats africains.

Monsieur le Président,

Pour conclure mon propos, le Cameroun réaffirme son soutien en faveur de toutes les réformes en cours, visant la revitalisation de l'Assemblée Générale, le renforcement du Conseil Economique et Social, et la rationalisation du Secrétariat Général, suivant l'agenda que se sont donné les Etats membres de notre Organisation, afin de consolider sa stature, sa dimension et sa capacité à mieux faire face aux défis globaux de notre ère.

Merci de votre haute et bienveillante attention.-